



Conseil économique et social

Distr. limitée
26 avril 2012
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt et unième session

Vienne, 23-27 avril 2012

Projet de rapport

Rapporteur: Martin **Krämer** (Autriche)

Additif

Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

1. À ses 7^e et 8^e séances, le 26 avril 2012, la Commission a examiné le point 6 de l'ordre du jour, intitulé "Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale".
2. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants:
 - a) Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'UNODC (E/CN.7/2012/3-E/CN.15/2012/3);
 - b) Rapport du Secrétaire général sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic (E/CN.15/2012/15);
 - c) Rapport du Secrétaire général sur le renforcement des partenariats public-privé pour lutter contre la criminalité sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations (E/CN.15/2012/16);
 - d) Note du Secrétariat sur les tendances de la criminalité dans le monde et les nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (E/CN.15/2012/19);



e) Note du Secrétariat sur les services de sécurité privée civile: leur rôle, leur surveillance et leur contribution à la prévention du crime et à la sécurité de la collectivité (E/CN.15/2012/20);

f) Rapport de la réunion du Groupe d'experts sur les services de sécurité privée civile tenue à Vienne du 12 au 14 octobre 2011 (UNODC/CCPCJ/EG.5/2011/2);

g) Document de séance sur la criminalité transnationale organisée et les médicaments frauduleux (E/CN.15/2012/CRP.4).

3. Des déclarations liminaires ont été faites par la Chef de la Section des statistiques et des enquêtes, la Chef de la Section de la justice et un représentant du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants: Thaïlande, Italie, Émirats arabes unis, Canada, États-Unis, Philippines, Chine, Afrique du Sud et Chili. Les observateurs de la République de Corée, du Venezuela (République bolivarienne du), de la Norvège et de la Bolivie (État plurinational de) ont également fait des déclarations.

Délibérations

4. Les efforts faits par l'UNODC pour collecter et analyser des informations statistiques comparables sur la criminalité et la justice pénale ont été salués, et l'UNODC a été invité à continuer de réaliser des études sur les tendances de la criminalité à partir de données statistiques. Il a été pris note des mesures engagées récemment pour améliorer l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, et l'UNODC a été invité à continuer d'améliorer les méthodes de collecte de données et à optimiser la diffusion et l'analyse des données. Les États Membres ont été instamment priés de communiquer en temps voulu à l'UNODC des informations exactes et complètes sur les tendances de la criminalité, et de désigner des points de contact nationaux pour faciliter les réponses à l'Enquête.

5. Des orateurs ont souligné qu'il était nécessaire d'apporter aux pays un appui technique dans le domaine des statistiques sur la criminalité et la justice pénale et ont salué la création du Centre d'excellence de l'UNODC et de l'INEGI sur les statistiques concernant la gouvernance, la sécurité publique, la victimisation et la justice, qui permettrait d'épauler les capacités des pays dans ce domaine.

6. Il a été observé que de nouvelles données et informations étaient nécessaires au sujet des formes de criminalité émergentes et en évolution, notamment la cybercriminalité, la piraterie maritime, le trafic de biens culturels, les atteintes à l'environnement, la traite des personnes et la contrefaçon, et au sujet également du rôle joué par les groupes criminels organisés dans ces activités. Des représentants ont exprimé leur soutien à la future étude approfondie sur la cybercriminalité et invité les États Membres à fournir des informations exactes et complètes afin de permettre l'élaboration d'un rapport de haute tenue.

7. Des représentants ont salué le travail accompli par l'UNODC pour prévenir et combattre le trafic de biens culturels, et ont appelé à une collaboration renforcée avec l'UNESCO, INTERPOL et Unidroit à cette fin. Ils ont également exprimé leur

appui à la fourniture d'une assistance technique, à la promotion de la coopération régionale et interrégionale et à l'élaboration de bonnes pratiques dans ce domaine.

8. Des représentants ont réaffirmé qu'il était important d'utiliser les instruments internationaux existants, notamment la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, pour lutter contre le trafic de biens culturels, en particulier en matière de répression et de coopération judiciaire. Ils se sont également félicités de la tenue, en juin 2012, de la deuxième réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur la protection des biens culturels contre le trafic, qui offrirait l'occasion d'examiner plus avant le projet de principes directeurs spécifiques sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels.

9. Des représentants ont salué les informations fournies au sujet des partenariats établis entre secteur public et secteur privé pour lutter contre la criminalité, notant l'importance croissante de ces partenariats dans le cadre des efforts déployés à l'échelle mondiale pour combattre les différentes formes de criminalité, notamment la corruption, la traite des personnes et la cybercriminalité. Des représentants ont engagé l'UNODC à s'attacher à accroître les financements provenant d'acteurs privés tels que les organisations non gouvernementales et le monde des affaires, et à rechercher des solutions novatrices pour maximiser le potentiel des partenariats entre secteur public et secteur privé.

10. Des représentants ont reconnu l'importance de la question des services de sécurité privée civile et ont salué le travail accompli par la Commission dans l'examen du rôle de ces services de sécurité, de leur surveillance par les autorités publiques et de leur contribution à la prévention du crime et à la sécurité de la collectivité. L'importance de la surveillance des services de sécurité privée civile dans le cadre du droit national a également été soulignée, et la nature complémentaire du rôle de ces services a été reconnue. Les représentants ont également pris acte des projets de recommandations préliminaires qui figuraient dans le rapport de la réunion du Groupe d'experts sur les services de sécurité privée civile tenue du 12 au 14 octobre 2011 (UNODC/CCPCJ/EG.5/2011/2) et se sont déclarés disposés à participer à leur futur examen.

11. Une délégation a souligné que les questions de criminalité transnationale organisée ne devraient pas être considérées comme des questions relevant de la paix et de la sécurité internationales et s'est déclarée préoccupée par le fait que les discussions au sein de la Commission étaient de plus en plus orientées dans ce sens.